

COMMENTAIRES DU SPMT AU PROJET DE DECISION
SUR LES SERVICES A VALEUR AJOUTEE SVA

Le SPMT prend note avec satisfaction de la volonté de l'ARCEP de procéder à une remise en état d'une meilleure concurrence entre opérateurs sur le marché des Services à Valeur Ajoutée.

Les définitions retenues à la suite de la consultation publique sont adaptées.

En revanche le SPMT ne peut approuver le rappel incessant des règles déontologiques, citées à 31 reprises dans ce texte, alors que l'ARCEP est censée ne pas avoir compétence en la matière.

Le SPMT rappelle une nouvelle fois sa position :

- 1) Les **recommandations** déontologiques ne doivent pas être détournées de leur mission : rappeler les textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent aux services et émettre des lignes directrices pour les différentes typologies de contenus et d'applications. En particulier, elles ne doivent pas pouvoir être utilisées par les opérateurs de départ en position dominante lorsqu'ils sont eux-mêmes en situation d'éditeurs, par des pratiques de sanctions pécuniaires sélectives et répétitives, aux seules fins de faire disparaître des concurrents gênants sur un segment de marché (i.e. les services de micro paiement).
- 2) Le contrôle du respect de ces recommandations ne peut se faire sans moyens, il convient donc de poser la question du financement des instances de régulation. Les éventuelles sanctions à appliquer aux services ou aux éditeurs doivent être laissées à l'appréciation de la justice.
- 3) Dès lors que les recommandations déontologiques font partie intégrante de leur contrat et que les éditeurs de services ne peuvent refuser de les signer, les opérateurs de départ ne doivent pas pouvoir refuser *a priori* l'ouverture d'un service à un éditeur.
- 4) Les responsables éditoriaux doivent être constamment identifiables sur les services et ne peuvent en conséquence être confondus avec les opérateurs, intermédiaires techniques. Ils doivent être totalement libres d'éditer mais doivent savoir qu'ils sont responsables de ce qu'ils éditent, devant la justice.
- 5) En matière de déontologie et de contrôle, une instance d'autorégulation comme le Bureau de Vérification de la Publicité serait bien plus adaptée que des instances héritées du monopole de l'Etat sur les télécommunications.

S'agissant des nouvelles instances appelées à remplacer le CST et le CTA, « *Commission Nationale de Déontologie des Services de Communication au Public en Ligne* » et « *Comité des Différends* », le SPMT désapprouve le manque total de transparence du processus de désignation des membres entièrement soumis au gouvernement, sans aucun critère de qualification ni de représentativité. Pour être efficaces les instances de régulation doivent être légitimes et ne pas souffrir la contestation permanente devant les tribunaux.

Paris le 10 avril 2007